

Florence PETROFF

LA RÉVOLUTION
AMÉRICAINNE ET L'ÉCOSSE :
REGARDS CROISÉS
ET IDENTITÉS HYBRIDES

Préface de Bertrand VAN RUYMBEKE



PARIS
HONORÉ CHAMPION ÉDITEUR
2026

www.honorechampion.com

INTRODUCTION

Au lendemain de la crise du *Stamp Act* (Loi sur le Timbre) provoquée par la tentative du Parlement de Westminster d'imposer le droit du timbre dans les colonies, l'université de Philadelphie (College of Philadelphia) lance une compétition littéraire portant sur « les avantages réciproques d'une union perpétuelle entre la Grande-Bretagne et ses colonies américaines ». Le vainqueur, le professeur John Morgan, et les auteurs de deux autres essais publiés expriment leur sentiment de partager avec les Britanniques de métropole une culture commune. Ils se voient comme des « Britanniques américains » formant avec la Grande-Bretagne une seule et même nation. « Ne sommes-nous pas une nation et un peuple », demande Hopkinson qui compare cette union à un arbre dont les branches ont besoin du tronc pour fleurir. Les candidats au concours décrivent l'empire comme une union reposant sur des intérêts et un héritage communs : le commerce, le protestantisme et les libertés. Ils estiment les échanges commerciaux particulièrement bénéfiques aux manufactures de la métropole, qui gagne ainsi en puissance et apporte en retour sa protection aux colonies, tout en encourageant le développement des sciences et des arts. La métaphore de la relation filiale est prégnante, l'union est même décrite comme un « grand contrat familial » (*family compact*) par lequel la mère patrie et ses filles travaillent ensemble à défendre la foi protestante. Si les colonies prospèrent, c'est parce que ce pays autrefois sauvage a été transformé par le développement du commerce et l'exercice des libertés civiles et religieuses, affirme Morgan. Ce dernier fait de l'exceptionnalisme anglais un élément central de sa conception de l'identité britannique des Américains : « Car le même esprit noble de liberté qui anime un *Anglais* né dans l'île de la Grande-Bretagne, bat dans chaque pouls et halète dans chaque poitrine des sujets britanniques en *Amérique* ». Ainsi les libertés garanties par la constitution sont-elles le pilier de l'identité commune et ce qui distingue l'Empire britannique des autres empires européens. En 1766, les participants au concours de Philadelphie se considèrent

comme des citoyens du monde britannique.¹ Dix ans plus tard, dans cette même ville de Philadelphie, les délégués du Congrès continental votent la Déclaration d'indépendance, acte de naissance des États-Unis qui brise le lien avec la métropole. La Révolution américaine est l'histoire d'un processus de rupture qui s'étale sur une décennie avant de devenir celle de la construction d'un nouvel État et d'un système politique inédit. Elle a eu un retentissement dans tout le monde atlantique et a bouleversé l'Empire britannique, au moment où celui-ci venait de remporter une éclatante victoire sur la France.

Le monde britannique du milieu du XVIII^e est pluriel. Il convient de parler de mondes britanniques, expression qui rend compte de l'existence d'espaces emboîtés à différentes échelles (Grande-Bretagne, îles britanniques, colonies). C'est un monde en mouvement qui connaît une formidable expansion en Amérique et en Asie sous l'égide de l'East India Company, qui de surcroît commence à prendre pied en Australie. Centré sur l'Atlantique, il englobe un espace qui s'étend bien au-delà des littoraux, de l'arrière-pays américain aux îles Shetland. Le monde britannique est aussi celui des Britanniques (Anglais, Gallois, Écossais, Américains) qui dominent des populations non britanniques, les Africains-Américains et les autochtones.² Au lendemain de la guerre de Sept Ans (1756-1763), premier conflit à l'échelle mondiale, la Grande-Bretagne est à la tête d'un empire déjà considérable qui inclut une partie des Antilles, les Treize Colonies continentales d'Amérique du Nord, le Canada, le Bengale, des territoires en Europe tels que Gibraltar et Minorque, et enfin des comptoirs en Afrique. Elle apparaît comme une puissance globale qui vient de mettre à terre sa principale rivale, la France. L'Empire britannique amorce alors une mutation : l'empire commercial anglais devient un empire territorial rassemblant des populations d'une diversité croissante, notamment des catholiques francophones.

¹ *Four Dissertations, on the Reciprocal Advantages of a Perpetual Union Between Great-Britain and her American Colonies. Written for Mr. Sargent's Prize-Medal. To which (by desire) is prefixed, an Eulogium, Spoken on the Delivery of the Medal at the Public Commencement in the College of Philadelphia, May 20th, 1766*, Philadelphie, William et Thomas Bradford, 1766. Une réédition paraît à Londres dès 1766.

² P. J. Marshall et Alaine Low, (dir.), *The Oxford History of the British Empire, Volume II: The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, pp. 2-25. David Armitage, «Making the Empire British: Scotland in the Atlantic World 1542-1707», *Past & Present*, n° 155, mai 1997, p. 34. Jean-François Dunyach et Alban Gautier, (dir.), *Les mondes britanniques, une communauté de destins ?* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, pp. 7-18.

Depuis la fin du xvii^e siècle, la métropole cherche à renforcer son emprise sur les Treize Colonies, ces provinces fondées ou conquises par les Anglais en Amérique du Nord, de Jamestown en Virginie en 1607 à la Géorgie en 1732. La gestion de ces territoires a jusqu'alors été laissée aux bons soins des propriétaires (en Pennsylvanie ou au Maryland), des compagnies de commerce ou des instances locales (municipalités, comtés et assemblées coloniales). Les efforts du *Board of Trade and Plantation*, de la Couronne, du Conseil privé et des secrétaires d'État du Nord et du Sud ne suffisent pas à imposer une gestion centralisée des colonies. Ces dernières résistent et manifestent une profonde méfiance vis-à-vis de l'autorité centrale. Les assemblées coloniales gagnent en autonomie et s'affirment face au gouverneur et à la métropole dans le courant du xviii^e siècle. La métropole fait alors preuve d'une certaine souplesse afin d'éviter de heurter les élites coloniales et d'une dose de laissez-faire face à la montée en puissance des assemblées (politique qualifiée de «négligence salutaire» par Edmund Burke), mais ce laxisme n'est que relatif et résulte pour beaucoup de l'incapacité de la métropole à s'imposer pleinement dans ces territoires lointains. En effet, la Grande-Bretagne ne renonce pas à une centralisation accrue de l'administration de l'empire, au moment où celui-ci revêt une importance croissante pour le commerce et devient un élément essentiel de l'affirmation de la puissance.³

Cette question est au cœur du long conflit opposant la métropole aux Treize Colonies. La crise impériale (1765-1783) se décompose en une série de crises dont la première est déclenchée au lendemain de la guerre de Sept Ans par la volonté du gouvernement Grenville de faire participer les colonies à l'effort fiscal visant à réduire l'endettement public résultant de la guerre. Le *Stamp Act*, dont le projet est présenté au Parlement

³ Jack P. Greene, *Peripheries and Center: Constitutional Development in the Extended Politics of the British Empire and the United States, 1678-1788*, Athens, University of Georgia Press, 1986, pp. 13-17. *Idem*, *Evaluating Empire and Confronting Colonialism in Eighteenth-Century Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, pp. 84-91. Jack P. Greene et Amy Turner Bushnell, «Peripheries, Centers, and the Construction of early Modern American Empires, An Introduction», in Christine Daniels et Michael V. Kennedy, (dir.), *Negotiated Empires: Centers and Peripheries in the Americas, 1500–1820*, Londres, Routledge, 2002, pp. 11-12. David Armitage, «Making the Empire British: Scotland in the Atlantic World 1542-1707», *op. cit.*, p. 34. Eliga H. Gould, *The Persistence of Empire: British Political Culture in the Age of the American Revolution*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2000, p. 106. Harry T. Dickinson, «Introduction», in *idem*, (dir.), *Britain and the American Revolution*, Londres, Longman, 1998, pp. 6-7. Keith Mason, «Britain and the Administration of the American Colonies», in *ibid.*, pp. 35-39.